

*L'Adresse—M. Axworthy*

mais est-ce bien le cas? Contrairement à ce que le premier ministre a écrit alors qu'il sollicitait l'appui des Canadiens, il a décidé d'abandonner un projet manifestement louable. Cette attitude dénote le peu d'importance qu'il attache à la recherche et au développement. Elle est également tout à fait contraire à ce qu'il a promis avant son élection.

Le député de Winnipeg-Fort Garry a une mémoire sélective en ce qui concerne l'Agence d'examen de l'investissement étranger et la façon dont les libéraux ont agi à cet égard avant les élections, mais je pense néanmoins que tous les députés de Winnipeg devraient se joindre à nous pour blâmer le gouvernement. Certains députés de Winnipeg, et notamment ceux de Winnipeg-Saint James (M. Minaker), de Winnipeg-Assiniboine (M. McKenzie) et d'autres circonscriptions, ne l'ont pas fait. Ils sont restés muets pendant que leur ville était victime de ces coupes. C'était pourtant pour Winnipeg la seule occasion de mettre un terme à la vieille habitude de concentrer la fabrication et la technologie dans l'Est. Ces mêmes personnes se sont plaintes pendant des années que l'Ouest n'était pas suffisamment représenté au cabinet et au gouvernement, mais elles restent bouche cousue devant ce qui se passe à Winnipeg. Je trouve cela honteux.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, je remercie le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie) de ses remarques. Son allusion à l'ouvrage du premier ministre (M. Mulroney), telle est ma position, nous fait penser à celui qui coupe un arbre d'une espèce en voie de disparition, puis qui monte sur la souche pour faire un discours sur la préservation de la flore. Il se contredit encore une fois, tout simplement. Le budget du CNR a fait l'objet de coupes féroces et l'élimination des principaux programmes de recherche et de développement de Gimli et Churchill sur les essais environnementaux et atmosphériques est tout aussi désastreuse. Cela fera disparaître 25 emplois. Les Canadiens perdront toute possibilité de participer à la recherche dans la haute atmosphère. Mais surtout, je viens de découvrir ce matin que nous y perdrons plusieurs contrats rentables avec l'Administration nationale de l'aéronautique spatiale des États-Unis. Cette dernière avait chargé le groupe des essais atmosphériques de faire des expériences. L'entreprise était rentable. L'annulation d'un projet de 5.8 millions de dollars fera perdre 22 millions de dollars à l'économie nationale ainsi que 85 emplois. C'est ce qui s'appelle l'économie conservatrice. Elle cherche à tout prix à abolir les programmes au lieu d'y souscrire, de les laisser mûrir et de les perfectionner pour qu'ils deviennent utiles.

En fait, il n'est plus question ici d'économie ou de politique. Nous nous trouvons devant une théologie ou une idéologie solidement ancrée chez des gens qui préfèrent adhérer à une théorie abstraite quelconque qu'ils ont trouvée dans les livres écrits par Margaret Thatcher ou par quelqu'un d'autre, plutôt que regarder la réalité en face et trouver des solutions pratiques pour assurer la prospérité de notre pays. C'est à cela que

nous trouvons à redire. Avant d'arrêter leur programme économique, les conservateurs auraient intérêt à chercher les solutions pratiques et efficaces.

Pour ce qui de l'AEIE, je tiens à signaler au député de Winnipeg-Birds Hill que nous y avons opéré des réformes administratives qui ont permis de réduire sensiblement le temps nécessaire à l'examen des demandes. On s'était sérieusement plaint des longs délais à cet égard. En 1983, par suite de certains remaniements administratifs, nous étions en mesure d'examiner les dossiers, 70 à 80 p. 100 d'entre eux, dans les 45 à 60 jours suivant leur réception. Nous étions en mesure de fournir aux demandeurs une réponse satisfaisante. Ces changements n'ont pas fait disparaître pour autant la nécessité vitale de vérifier l'utilité et la rentabilité de ces projets pour les Canadiens. Par le biais de l'AEIE, nous demandions des comptes aux divers acheteurs éventuels d'entreprises canadiennes et négociions avec eux. L'AEIE est devenu un organisme de négociation dans le but d'obtenir des contrats mondiaux, des engagements dans les domaines de la recherche et du développement, des promesses d'achat et de création d'emplois. Tel était l'objet de l'agence. Nous voulons conserver cette institution. Nous en avons besoin comme organisme de surveillance permanent. Nous ne voulons pas qu'il soit supprimé, comme le propose le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens).

**M. Redway:** Monsieur le Président, les discours prononcés par le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) et bien d'autres de ses collègues pour nous proposer des solutions à nos difficultés financières m'ont fasciné. J'ai l'impression que ces gens ont la mémoire très courte. Ils ont ainsi oublié que le marasme financier dans lequel nous sommes plongés remonte à l'époque où ils étaient au pouvoir. Ils semblent avoir oublié, par exemple, le taux extrêmement élevé de l'inflation il n'y a pas si longtemps. C'était une inflation galopante qui dépassait les 12 p. 100. Leur solution à ce problème—parmi les grandes solutions qu'ils voudraient maintenant nous voir adopter—a consisté à relever les taux d'intérêt. Quels en ont été les effets sur le pays? Le nombre des faillites, tant personnelles que commerciales, s'est accru comme jamais auparavant. Le chômage a atteint des proportions qui dépassent les 11 p. 100 à l'heure actuelle, et il y a près d'un million et demi de chômeurs. Les industries du pays ne tournaient qu'à environ 65 p. 100 de leur capacité. Voilà quelles étaient les grandes solutions que le député et son gouvernement avaient proposées au pays.

Il prétend maintenant, semble-t-il, que nous devrions continuer d'appliquer ces mêmes vieilles solutions qui ont créé du chômage et réduit le niveau de vie des Canadiens, au point de nous faire passer du troisième rang au treizième rang.

Si les politiques du député et de son gouvernement étaient si magnifiques et si elles permettaient de résoudre tous nos problèmes économiques, pourquoi notre niveau de vie a-t-il baissé à ce point et pourquoi comptons-nous maintenant 1.5 million de chômeurs?